

SG/TS

**VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille vingt et un et le vingt-cinq février, à dix-huit heures et quinze minutes, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

Mme BIRKENER, M. PUJOL, Mme LECEA, Mme PAILHIEZ, Mme BENET, M. VIVES, M FUMET, M COMBES, M JOLIS, M LAVAUD, M. MASUYER, M. LARRIGOLE, Mme DANRE, Mme JAFFUS, M CAUMEIL, M. LOMBARDI, Mme COURTOIS, Mme JULIAN, M JULIAN, Mme FERRET, M MAÏQUE, M NOLOT, M PENAVAIRE, M. DENARD, Mme BAROUSSE, Mme FABRESSE-ROCA, Mme DA CONCEICAO, Mme COURRIÈRE-CALMON.

Ont donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à M Bernard FUMET
M Laurent ROUGE à M Jean-Paul PUJOL
Mme Camille LOUARN à Mme Christine BENET
Mme Sabrina FITO à M Gérard FORCADA

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 29

Nombre de procurations : 4

Date de la convocation : 19 février 2021

Date de l'affichage par extrait : 4 mars 2021

Secrétaire de séance : Mme Christine BENET

OBJET :

Déclassement de terrains de l'aérodrome.

Mme DA CONCEICAO, conseillère municipale, intéressée par ce dossier sort de la salle et ne prend pas part au vote.

L'aérodrome de Lézignan-Corbières a été créé par l'Etat qui en avait également la propriété. Un arrêté ministériel en date du 10 décembre 1964 a classé l'aérodrome parmi ceux ouverts à la circulation aérienne. Le 25 avril 1975, un autre arrêté ministériel en a porté concession de l'exploitation à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Narbonne. Le préfet de l'Aude a pris pour sa part un arrêté en date du 23 juillet 1976 relatif aux mesures de police applicables sur ce site. L'aérodrome a ensuite fait l'objet d'une convention portant occupation du domaine public le 30 juillet 1986 entre l'Etat et la commune de Lézignan-Corbières. Cette convention avait pour objet de fixer, dans le cadre de son affectation, les conditions d'aménagement, d'entretien et d'exploitation dudit aérodrome.

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et plus particulièrement son article 28, a permis le transfert de la propriété des aérodromes civils appartenant à l'Etat aux collectivités territoriales ou à leurs groupements, à compter du 1^{er} janvier 2005. Le 15 décembre 2006, en application de l'article précité, une convention a été conclue entre l'Etat et la commune de Lézignan-Corbières avec pour objet la détermination des conditions d'aménagement, d'entretien et de gestion de l'aérodrome, mais aussi l'organisation du transfert du patrimoine et des compétences correspondants.

Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Le 24 septembre 2008, un acte de transfert de propriété de l'Etat à la commune portant sur les parcelles situées dans le périmètre de l'aérodrome est reçu par le préfet du département de l'Aude. Ce dernier stipule que la commune devient propriétaire « *des immeubles domaniaux transférés et en a la jouissance à compter de la date de signature du présent acte* » et ce à titre gratuit.

En ce qui concerne l'appartenance de l'aérodrome au domaine public de la commune de Lézignan-Corbières, l'article L. 2111-16 CGPPP stipule : « *Le domaine public aéronautique est constitué des biens immobiliers appartenant à une personne publique mentionnée à l'article L. 1 et affectés aux besoins de la circulation aérienne publique. Il comprend notamment les emprises des aérodromes et les installations nécessaires pour les besoins de la sécurité de la circulation aérienne situées en dehors de ces emprises.* ». Cela signifie donc que le domaine public aéronautique est, en vertu de cette disposition, composé de biens immobiliers affectés aux besoins du service public de la circulation aérienne publique. Par ailleurs, lorsqu'un bien est inclus dans une emprise relevant du domaine public, il est réputé appartenir au domaine public en question (C.E. 5 février 1965 *Société lyonnaise des transports*). Concernant le domaine public aéronautique, les terrains compris dans l'emprise d'un aérodrome ouvert à la circulation publique appartiennent donc au domaine public (arrêt de la CAA de Marseille du 10 juillet 2020).

Compte tenu des éléments juridiques évoqués plus haut, les parcelles cadastrées B 1630, E 295, E 2029, E 2049, E 2050 et E 2051 relèvent bien du domaine public.

Or le conseil municipal a délibéré à plusieurs reprises afin de vendre des parcelles aux sociétés CHUTEXTREM et FLYZONE bien que situées sur le domaine public aéronautique de la commune. Il s'agit des délibérations suivantes :

- Délibération n°2010-157 en date du 27 octobre 2010, la ville de Lézignan-Corbières a décidé l'aliénation d'une parcelle cadastrée E 2029 d'une superficie de 4 900 m² au bénéfice de la S.A.S. FLYZONE pour le prix de 25 €HT le m², soit une somme totale de 122 500 €HT.
- Délibération n °2011-008 du 22/07/2011, parcelle E 2050 de 2121m2 pour 63 630€ HT au bénéfice Chutextrem
- Délibération n°2013-153 en date du 9 octobre 2013, la ville de Lézignan-Corbières a décidé l'aliénation d'une parcelle cadastrée E 2051 d'une superficie de 1 584 m² au bénéfice de la SARL CHUTEXTREM pour le prix de 30 €HT le m², soit une somme totale de 47 520 €HT.
- Délibération n°2015-191 en date du 16 décembre 2015, la ville de Lézignan-Corbières vend au bénéfice de la SARL CHUTEXTREM pour 62 310 HT les parcelles E 2100 et E 2101 d'une superficie respective de 25 m2 et 2 052m2,

Cependant, l'article 12 de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 parue au J.O.R.F. du 20 avril 2017 contenant diverses mesures tendant à clarifier et simplifier le régime applicable à la propriété des personnes publiques précise que les biens des personnes publiques qui, avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance (c'est-à-dire avant le 21 avril 2017), ont fait l'objet d'un acte de disposition et qui, à la date de cet acte, n'étaient plus affectés à un service public ou à l'usage direct du public, peuvent être déclassés rétroactivement. L'objectif est de permettre à l'autorité administrative de régulariser des actes de disposition ayant porté sur des biens dépendant du domaine public, intervenus en l'absence de déclassement préalable ou après un déclassement imparfait.

Il y a donc lieu, conformément à l'article 12 de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017, de procéder au déclassement des parcelles visées par les délibérations énumérées ci-dessus.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 2111-16 CGPPP,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et plus particulièrement son article 28, qui a permis le transfert de la propriété des aérodromes civils appartenant à l'Etat aux collectivités territoriales ou à leurs groupements, à compter du 1^{er} janvier 2005,

Vu l'article 12 de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 parue au J.O.R.F. du 20 avril 2017 contenant diverses mesures tendant à clarifier et simplifier le régime applicable à la propriété des personnes publiques,

Vu l'arrêté ministériel en date du 10 décembre 1964 classant l'aérodrome parmi ceux ouverts à la circulation aérienne,

Vu l'arrêté ministériel du 25 avril 1975 portant concession de l'exploitation à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Narbonne,

Vu l'arrêté du préfet de l'Aude en date du 23 juillet 1976 relatif aux mesures de police applicables sur ce site,

Vu la convention du 30 juillet 1986 portant occupation du domaine public entre l'Etat et la commune de Lézignan-Corbières,

Vu la convention conclue le 15 décembre 2006 entre l'Etat et la commune de Lézignan-Corbières ayant pour objet la détermination des conditions d'aménagement, d'entretien et de gestion de l'aérodrome, mais aussi l'organisation du transfert du patrimoine et des compétences correspondantes (cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007).

Vu l'acte du 24 septembre 2008 transférant la propriété de l'Etat à la commune des parcelles situées dans le périmètre de l'aérodrome,

Vu la délibération n°2010-157 en date du 27 octobre 2010,

Vu la délibération n°2011-008 en date du 22 juillet 2011,

Vu la délibération n°2013-153 en date du 9 octobre 2013,

Vu la délibération n°2015-191 en date du 16 décembre 2015,

Considérant que les parcelles visées par les délibérations susvisées ne sont plus affectées au service public ou à l'usage direct du public depuis plusieurs années,

**Sur la proposition de son rapporteur, M Jean-Paul PUJOL,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Décide** de déclasser les parcelles visées par les délibérations susvisées et donc de les transférer du domaine public de la commune à son domaine privé.

- **Autorise** Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS



Le Maire,

Gérard FORCADA

